

Journal de Syrie

N° 52 du 01 au 07.05.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

SCOOP SCANDALE : RMC Jean-Jacques Bourdin LA VERITE SUR LA SYRIE - YouTube

Philippe Abi-Akl : « L'énigme » du Lutfallah

Chérif Abdedaïm : Les bouffons de l'empire.

1 Politique Syrienne

Louis Denghien : Accord ONU/Syrie sur les observateurs et nouvelle comédie diplomatique juppéenne.

Sur le terrain

L'Orient-Le Jour : La Syrie refuse des visas à des observateurs.

Des Canons ... pas du beurre

1-2 Saisie d'une énorme quantité d'armes destinées aux insurgés syriens

Les grandes manœuvres

3-1 [Plus de 700 combattants anti-Assad déposent les armes.](#)

Pays

Russie

[La Syrie doit repousser les "terroristes" avec "fermeté".](#)

Turquie

[Ankara veut faire appel à l'Otan, Moscou préoccupé.](#)

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

3-1 Eckart Spoo : De l'art de trier les informations

4 Dossier

4-1 Ghaleb Kandil : La résistance de la Syrie et les nouvelles équations internationales.

4-2 Pierre Piccinin - Le plan Annan : une porte de sortie pour Damas.

Tiré à part

SCOOP SCANDALE : RMC Jean-Jacques Bourdin LA VERITE SUR LA SYRIE - YouTube

http://www.youtube.com/watch?v=9U6_erVhd_k&feature=player_embedded

Philippe Abi-Akl : « L'énigme » du Lutfallah II :

Décision internationale d'armer l'opposition ou prétexte pour relancer l'ingérence syrienne ?

ÉCLAIRAGE

L'opposition est soucieuse, à l'heure actuelle, d'élucider « l'énigme » du Lutfallah II, selon une source du 14 Mars.

Le navire avait été intercepté vendredi par l'armée, alors qu'il était amarré au large du Liban-Nord. Trois conteneurs d'armes, qui seraient destinés, selon certaines sources, à l'opposition syrienne, ont été saisis à son bord.

La série de questions que se pose l'opposition sur l'affaire sont liées à l'itinéraire emprunté par le navire (parti de Libye, il a fait une escale au port égyptien d'Alexandrie, avant de se diriger vers le port de Tripoli), un itinéraire qui implique directement le Liban dans le conflit syrien, rompant ainsi avec la politique de distanciation.

D'abord, ce n'est un secret pour personne que l'armée exerce un contrôle étroit au niveau des frontières terrestres et maritimes. Affermi depuis le début de la crise syrienne, ce contrôle est relayé à la fois par la Finul et par l'armée israélienne, soucieuse d'empêcher le trafic d'armes par les voies maritimes vers Gaza.

Face à cet état des lieux, comment la partie responsable du trafic déjoué a-t-elle entrepris d'envoyer les armes à travers le Liban, alors qu'elle aurait pu opter pour la Turquie ou pour l'Irak ? D'où lui est venue cette audace ? Cette question est soulevée par les milieux de l'opposition qui jugent déraisonnée pareille démarche... à moins qu'elle ne vise à envoyer un message particulier. En effet, l'opposition s'interroge sur la raison pour laquelle le trafic d'armes semble relever désormais des autorités internationales, alors qu'il s'effectuait traditionnellement à l'échelle des commerçants, toutes confessions et tendances confondues (même le fils d'un cadre d'un parti influent avait été accusé de vendre des armes à l'opposition syrienne, puisées d'un dépôt d'armes du parti en question).

L'itinéraire du navire et la manière avec laquelle les armes ont été saisies (la Finul a notifié l'armée du caractère suspect du navire) paraissent indiquer l'existence d'une décision internationale d'armer l'opposition. Auquel cas le navire ne serait autre qu'un signal clair de cette décision externe. Cette hypothèse est appuyée également par le fait que les armes transportées n'étaient pas dissimulées dans une cargaison de marchandises commerciales, comme s'il n'y avait aucune volonté de les camoufler. Selon les milieux de l'opposition, la majorité tente de profiter de l'affaire du Lutfallah II en lui imputant la responsabilité de la contrebande vers la Syrie. Pareille allégation viserait à justifier un accroissement éventuel de l'ingérence syrienne, dans un terrain libanais présenté comme ennemi au régime. Or l'opposition rappelle que si le transit des armes s'effectue via le port de Tripoli, cela ne suffit pas à accuser l'opposition, puisque la présence de l'armée est fortement ressentie, et de manière égale, tout le long des frontières. En somme, la majorité tenterait d'exploiter cet incident à des fins politiques, précisément électorales. D'autant que la campagne pour les législatives semble déjà initiée par les attaques du député Michel Aoun contre le chef de l'État, comme le relève une figure de l'opposition. Une autre question qui se pose : pourquoi le navire a-t-il été dérouté, après son interception, vers le port de Selaata, où il a été vidé, et non directement vers la base militaire de Jounieh ou de Beyrouth directement ? Autant de réponses que l'opposition s'empresse de trouver, sans fonder grand espoir sur les résultats de l'enquête en cours, puisque, dans cette affaire, c'est également le rôle de l'armée qui est questionné...

Philippe Abi-Akl |

01/05/2012

<http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/757057/%3C%3C+L%27enigme+%3E%3E+du+Lu+tfallah+II+%3A+decision+internationale+d%27armer+l%27opposition+ou+pretexte+pour+relancer+l%27ingerence+syrienne+.html>

Chérif Abdedaïm : Les bouffons de l'empire.

Le premier ministre palestinien Salam Fayyad a lancé récemment un appel aux pays arabes afin d'apporter une aide financière aux Palestiniens. Ces derniers font face à un déficit qui, selon l'agence de presse Wafa, pourrait atteindre les 800 millions de dollars en 2012.

Face à cette crise, et comble de l'ironie, le ministre des Affaires étrangères Saoud al-Fayçal, lors d'une

réunion tenue récemment avec Hillary Clinton à Riyad, a annoncé que l'équipement de l'opposition syrienne est un «devoir», car elle ne peut pas se défendre.

Dans ce contexte, le roi saoudien Abdullah Bin Abdul Aziz Al-Saoud a adressé une demande, début mars, au roi de Jordanie Abdallah II, afin d'obtenir son accord sur la livraison des armements à l'opposition syrienne à travers son territoire en échange d'une aide économique.

Une position explicitement belliqueuse faisant fi des résolutions onusiennes soutenant la mission de Kofi Annan, dont le but est de trouver un compromis entre les deux parties en conflit.

Que déduire de cette tragicomédie ? D'une part, un peuple spolié et humilié depuis une soixantaine d'années réduit à la « mendicité » et d'autre part, de riches monarches qui sont prêts à dépenser des fortunes pour attiser davantage une guerre civile et renflouer les tombes par de nouveaux cadavres d'innocents.

Les syriens n'ont-ils déjà pas payé un lourd tribut d'une année de guerre civile pour qu'un monarque se complaise à souscrire aux thèses de l'empire pour la réalisation d'un « chaos constructeurs » ?

Et pourtant, ce soutien aurait été mieux placé s'il était en faveur des Palestiniens dont la souffrance semble s'éterniser, et ce, face à un régime défiant la « communauté » internationale, au même titre que ses instances officielles dont la complicité n'est plus à prouver.

Récemment, le procureur a tenté « d'interdire aux victimes palestiniennes l'accès à la Cour Pénale Internationale (CPI), la seule juridiction capable de se saisir de la situation en Palestine. Or, il existe un grand principe, qui est celui de l'accès au juge. Le procureur près la CPI est une autorité de poursuite, et pas un juge, et sa manœuvre est vouée à l'échec » précise Me Gilles Devers. Pourquoi, donc, ces bouffons de l'empire, hier, complice des assassins de Kadhafi, aujourd'hui, comploteurs contre Assad, n'œuvrent-ils pas, pour une fois, en faveur d'une juste cause? Aider les Palestiniens, déjà reconnus par 130 Etats dans le monde, à arracher leur admission à l'ONU ? Question utopique mais qui tarauderait les esprits.

Cela dit, les vassaux de Washington n'oseraient jamais contredire leur maître. D'ailleurs, l'empire qui, face à ses nouvelles restrictions budgétaires, ne semble plus en mesure d'intervenir directement, vu le coût des opérations, préfère plutôt confier à ses vassaux les sales missions de nettoyage du terrain, en leur promettant le statut de leaderships régionaux.

Chérif Abbdedaïm,

La Nouvelle République du 8 avril 21012

1 Politique Syrienne

Louis Dénghien : Accord ONU/Syrie sur les observateurs et nouvelle comédie diplomatique juppéenne. Malgré les difficultés, et une certaine suspicion légitime, le gouvernement syrien continue de jouer le jeu du plan de paix de Kofi Annan : ce jeudi après-midi 19 avril, des représentants de l'ONU et du gouvernement syrien ont apposé leurs signatures sur le texte d'un protocole d'accord sur le cadre et les conditions du déploiement des observateurs de l'ONU.

Ce au siège du ministère des Affaires étrangères à Damas. C'est Fayçal al-Meqdad, vice-ministre des Affaires étrangères, qui a signé pour la Syrie, le général (indien) Abhijit Guha, chef de la délégation technique de l'ONU en Syrie, faisant de même pour l'organisation internationale.

Peut-être n'est-il pas indifférent que ce soit un responsable d'un Etat membre des BRICS – défenseurs affirmés de la souveraineté syrienne – qui ait représenté les Nations-Unies en la circonstance.

Il n'est pas inutile de rappeler que pour l'heure le pôle CNS/ASL n'a rien signé du tout.

Tandis que le gouvernement syrien donne ce nouveau geste de bonne volonté, à Paris Alain Juppé s'efforce d'entretenir la flamme de la guerre civile en réunissant autour de lui les soi-disant « Amis de la Syrie », coalition de 14 ministres des Affaires étrangères occidentaux ou pro-occidentaux et de frustrés de l'ingérence. Hillary Clinton s'est déplacé pour la circonstance pour faire entendre la grande voie de l'hypocrisie américaine, et sans doute pour voir une dernière fois son fidèle allié français en situation de patron de la diplomatie française.

Les « couloirs humanitaires » version Sarkozy

L'occasion pour ce dernier de nouvelles – d'ultimes ?- déclarations haineuses – et d'une énième défense de son « dada » diplomatique syrien, à savoir l'ouverture (de force) de « couloirs humanitaires ». Des couloirs humanitaires qui ont apparemment une finalité tout autre qu'humanitaire, puisque son patron

Nicolas Sarkozy a « mangé le morceau » en déclarant sur *Europe 1* que l'**ouverture des dits couloirs devait permettre, non pas de ravitailler des populations en difficulté, mais de permettre à l'opposition syrienne « d'exister »**. Texto !

Sans doute, cette désarmante franchise est aussi l'expression d'un politicien exaspéré de constater que sa volonté (de puissance et de nuisance) et une bonne part de son crédit se sont usés sur le roc syrien. Pas d'autre solution donc que la fuite en avant et la gesticulation. Et de cela le très menacé président français ne se prive pas, alternant propos haineux – « *Bachar al-Assad ment de façon éhontée, il veut rayer Homs de la carte comme Kadhafi voulait rayer de la carte Benghazi* » – et vœux pieux déconnectés de toute réalité, Sarkozy se déclarant « *convaincu* » que les Chinois et les Russes rejoindraient ses positions. Ce parce qu'ils « n'aiment pas être isolés » explique le fin psycho-diplomate de l'Élysée.

Il est « piquant » d'entendre ces arguments dans la bouche de quelqu'un qui a puissamment contribué à « *raayer de la carte* », par ses bombardements et son appui à des insurgés, sinon des villes entières, du moins pas mal de quartiers et d'infrastructures de nombreuses villes libyennes. Dans la bouche de quelqu'un qui s'est coupé, par son atlantisme militant, du seul maître du jeu dans la région, désormais, la Russie. **Le pouvoir rend fou, ou à tout le moins déboussole... Nicolas Sarkozy ne devrait pas tarder à être « dégrisé », à cet égard...**

Tel maître, tel valet : Alain Juppé a pris lui aussi la parole, devant les « *Amis* » de la Syrie. Pour exprimer la soi disant impatience de la communauté internationale quant à l'exécution du plan de paix par les autorités syriennes. Un plan de paix que ne respectent pas les groupes armés et dont Juppé et ses amis occidentaux clament à voix haute qu'il est voué à l'échec. Alors, pour la galerie, on réclame une augmentation des effectifs des bérets bleus en Syrie – « *300 à 400* » estime Juppé – et l'on menace la Syrie de nouvelles « *sanctions* ». Un mot qu'un Juppé a dû utiliser quelques centaines de fois depuis qu'il s'est penché sur ce dossier syrien.

La seule vraie impatience de tout ce beau monde euro-qataro-américain, tout le monde le sait bien, c'est vis-à-vis de la résistance du pouvoir et du peuple syriens.

Depuis le début, Nicolas Sarkozy et Alain Juppé ont fait leurs les buts de guerre américains, britanniques et « golfishes » : renverser le régime syrien pour affaiblir l'Irak dans la perspective d'une agression contre celui-ci, et « accessoirement » soulager Israël d'un nouvel adversaire arabe, après l'Irak. Pour l'heure, ce plan n'a guère fonctionné, et c'est cela qui rend nos gouvernants si agressifs. Ni Sarkozy et Juppé n'aiment perdre. Il va pourtant falloir qu'ils apprennent à le faire. Très rapidement.

Louis Denghien

Jeudi 19 avril 2012

Fin de partie pour un calamiteux binôme

Publié le 20 avril 2012 avec l'aimable autorisation d'Info Syrie

Source : Info Syrie

<http://www.infosyrie.fr/...>

Sur le terrain

1-1 L'Orient-Le Jour : La Syrie refuse des visas à des observateurs.

nb : Ndlr : La publication des articles ne signifie nullement que la rédaction partage tout l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information..

L'ONU a annoncé le refus par la Syrie d'accorder des visas à trois observateurs internationaux et accusé le régime et l'opposition de violer le cessez-le-feu instauré voilà trois semaines, où les violences ont tué 34 personnes mardi.

Selon des diplomates, le gouvernement syrien rechigne à laisser entrer des citoyens de pays occidentaux comme les Etats-Unis, la France le Royaume uni ou l'Allemagne, hostiles au régime de Bachar al-Assad, où de pays arabes comme l'Arabie saoudite et le Qatar qui soutiennent l'opposition.

"Il y a eu trois refus jusqu'à présent", a annoncé à New York le chef des opérations de maintien de la paix de l'**ONU**, Hervé Ladsous, sans préciser la nationalité des observateurs.

A Damas, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Jihad Makdessi a confirmé que le désaccord portait sur les nationalités mais n'a pas voulu parlé de "refus".

"Nous avons convenu avec l'équipe de l'ONU que les nationalités des observateurs devraient être approuvées par les deux parties. On ne peut pas vraiment parler de refus. Il y a bien plus de 110 nationalités qui peuvent facilement travailler en Syrie. Nous restons engagés par une approche positive à l'égard des besoins liées aux opérations de l'ONU (...)", a-t-il dit.

«Armes lourdes»

Hervé Ladsous a en outre indiqué que "les 24 observateurs" sur le terrain depuis plusieurs semaines avaient constaté que des "armes lourdes" étaient toujours présentes dans les villes, en violation du plan de l'émissaire international Kofi Annan accepté par le régime de Bachar al-Assad.

C'est en vertu de ce plan qu'une trêve a été instaurée le 12 avril mais elle reste quotidiennement violée. Il prévoit aussi une mission de 300 observateurs mandatés par l'ONU, la libération des détenus, le droit de manifester pacifiquement et la libre circulation des médias et des humanitaires.

Les violations du cessez-le-feu constatées jusqu'à maintenant "viennent des deux camps", les forces régulières et l'opposition armée, a ajouté Hervé Ladsous, en refusant de dire dans quelle proportion. Le mandat des 300 observateurs (MISNUS) qui doivent être déployés rapidement a été approuvée pour une période initiale de 90 jours par le Conseil de sécurité. "Ceci n'est pas un exercice illimité dans le temps", a souligné Hervé Ladsous. Les deux camps "ne doivent pas gâcher cette occasion cruciale".

Toujours plus de violences

La veille, le chef de l'ONU Ban Ki-moon avait appelé "toutes les parties à cesser immédiatement la violence armée sous toutes ses formes et à coopérer pleinement avec le travail de la MISNUS".

Mais sur le terrain, les violences ont continué de plus belle, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), une ONG basée en Grande-Bretagne.

Dix civils, dont neuf membres d'une même famille, ont péri dans un pilonnage de l'armée d'un village de la province d'Idleb (nord-ouest), 12 soldats ont été tués dans des combats avec des déserteurs à Deir Ezzor (est), 10 civils et deux militaires dissidents ont été abattus par l'armée à Damas, Homs et Hama (centre), a précisé l'OSDH.

Le pilonnage à Idleb est survenu au lendemain de trois attentats contre des sièges de la Sécurité dans la ville qui ont fait au moins 20 morts, en majorité des policiers, selon l'OSDH. Les médias officiels ont parlé de neuf morts en imputant les attaques à la voiture piégée à des "terroristes".

Le régime ne reconnaît pas l'ampleur de la contestation populaire qui a commencé le 15 mars 2011 par des manifestations pacifiques avant de se militariser face à la répression. Il accuse des "bandes terroristes" de semer le chaos et de mener les attentats, mais l'opposition les lui impute.

Décret signé par Obama

Recevant lundi à Damas le chef des observateurs, le général Robert Mood, le vice-ministre des Affaires étrangères Fayçal Meqdad a réaffirmé que Damas "ferait face aux actions des bandes armées", l'appelant à "enquêter sur les violations" du plan Annan et à en référer "avec impartialité à l'ONU".

La presse officielle a accusé les observateurs d'être "incapables de prendre des mesures pour arrêter les infiltrations et les attaques terroristes".

Les observateurs déjà sur place sont répartis dans plusieurs régions -Idleb, Deraa (sud), Homs et Hama. Certains ont visité mardi la province d'Idleb, se rendant à Ariha bombardée la veille et Jisr al-Choughour, selon des militants. Leur nombre devrait passer à 100 d'ici un mois avant d'atteindre les 300. Enfin, à Washington, le président Barack Obama a signé un décret autorisant l'application de sanctions à des groupes et individus étrangers qui essaieraient de contourner les mesures déjà en place contre la Syrie après la répression brutale de la révolte par le régime.

Depuis le début de la contestation, plus de 11.100 personnes, en majorité des civils, ont péri dans les violences, selon l'OSDH, et des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées selon des ONG. Et selon une estimation de l'ONU, plus de 65'000 Syriens ont fui leur pays. (ats/afp/Newsnet)

Créé: 01.05.2012, 17h54

L'Orient-Le Jour -

<http://www.24heures.ch/monde/La-Syrie-refuse-des-visas-a-des-observateurs/story/20977649>

Des Canons ... pas du beurre

1-2Saisie d'une énorme quantité d'armes destinées aux insurgés syriens

Pris en flagrant délit de trafic d'arme, l'opposition syrienne, leurs alliés libanais et leurs appuis occidentaux, ne peuvent plus prétendre mener une "révolution pacifique" en Syrie qui a déjà fait 10000 morts: 3500 civils, autant de policiers et de militaires et un nombre égal d'insurgés. C'est un véritable arsenal, destiné à équiper une petite armée, qui a été saisi: des milliers de fusils mitrailleurs Kalachnikov russes et de M 16 américains, des lance-roquettes de fabrication russe et américaine, des tonnes de munitions et d'explosifs, des obus de différents calibres. Les armes ont été découvertes par la marine libanaise dans les eaux territoriales nationales dans trois conteneurs à bord d'un navire battant pavillon de Sierra Leone. En provenance de Libye, le navire a fait escale dans le port d'Alexandrie en Egypte, avant de poursuivre sa route. Il a été arraisonné à 50 kilomètres au Nord de Beyrouth, au large du port de Selaata, alors qu'il se dirigeait vers le port de Tripoli. La deuxième ville du Liban est situé à moins de 30 kilomètres de frontière syrienne. Selon des sources de sécurité libanaise, le Lutfallah II appartient à un homme d'affaires syrien dont le frère est le capitaine du navire.

Le chargement a été transporté à Beyrouth dans un convoi escorté d'une douzaine de véhicules militaires et survolé par un hélicoptère de l'armée. Onze personnes, huit syriens et trois libanais, ont été arrêtées et déférées devant la justice libanaise.

Selon des sources bien informées, les contrebandiers disposeraient de complicités au sein de parti politiques libanais, notamment le Courant du futur de Saad Hariri et les Forces libanaises de Samir Geagea.

Des militants salafistes proches de l'opposition syrienne avaient par ailleurs préparés un grand dépôt à Tripoli pour y stocker les armes avant de les envoyer en plusieurs lots en Syrie via le Nord du Liban. Les milieux politiques libanais ne manquent pas d'exprimer leur étonnement: comment un navire transportant une aussi grande quantité d'armes venant de Libye peut-il arriver au Liban en passant entre les mailles des filets de la marine israélienne et de la force navale internationale, déployée au large des côtes libanaises depuis 2006.

La complicité d'Israël et des pays occidentaux dans l'armement des rebelles syriens ne fait plus aucun doute.

Dr. Ghada El Yafi
4 mai 2012

Les grandes manœuvres

3-1 [Plus de 700 combattants anti-Assad déposent les armes.](#)

Plus de 700 combattants des groupes armés de l'opposition syrienne ont déposé les armes ces derniers jours, ont fait savoir samedi à RIA Novosti des sources informées.

"Au cours de ces derniers jours, 721 combattants de l'opposition anti-Assad ont déposé les armes et se sont rendus aux autorités", ont indiqué les sources.

Dans le même temps, selon les mêmes sources, les forces de l'opposition syrienne ont commis 1.300 violations du cessez-le-feu en vigueur depuis le 12 avril dernier. Les interlocuteurs de l'agence ont évoqué à titre d'exemple les massacres perpétrés dans les villages d'Arbin (province de Damas) et de Turkman Barih (province d'Aleppo).

En outre, plusieurs personnes ont été tuées par des membres des groupes armés dans la ville de Hama, ainsi qu'aux alentours de Damas et dans les provinces de Deir ez-Zor et d'Aleppo.

Auparavant, certains médias se référant à l'Observatoire syrien des droits de l'homme basé à Londres ont rapporté que les forces gouvernementales syriennes avaient tué 462 personnes, dont 34 enfants, depuis l'arrivée du premier groupe d'observateurs internationaux en Syrie le 16 avril dernier.

Depuis plus d'un an, la Syrie est secouée par un mouvement de contestation du régime de Bachar el-Assad. Selon les estimations des Nations unies, la confrontation armée y aurait déjà fait plus de 9.000 morts et quelque 230.000 réfugiés. Damas affirme pour sa part que plus de 2.500 policiers et soldats syriens, ainsi que plus de 3.200 civils ont été tués dans les affrontements contre des bandits financés de l'étranger.

28/04/2012
Ria Novosti

Pays
Russie

La Syrie doit repousser les "terroristes" avec "fermeté".

La Russie a estimé samedi que son allié syrien devait repousser "avec fermeté" les "terroristes" opérant en Syrie, au lendemain d'une explosion qui a fait 11 morts à l'extérieur d'une mosquée à Damas selon la télévision d'Etat.

"Nous sommes convaincus que les terroristes agissant en Syrie doivent être repoussés avec fermeté, et tous les acteurs à l'intérieur comme à l'extérieur (du pays) doivent les empêcher de recevoir le soutien qu'ils réclament", a déclaré le ministère russe des Affaires étrangères dans un communiqué.

28/04/2012

http://www.lorientlejour.com/category/Derni%C3%A8res+Infos/article/756734/La_Syrie_doit_repousser_les_%22terroristes%22_avec_%22fermete%22_%28Moscou%29.html

Turquie

Ankara veut faire appel à l'Otan, Moscou préoccupé.

La Russie est préoccupée par l'intention de la Turquie de faire appel à l'Otan en cas de menace de la part de la Syrie, a indiqué jeudi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Alexandre Loukachevitch.

"Nous ne pouvons pas réagir aux déclarations du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, selon lequel, face aux menaces émanant du territoire syrien, la Turquie se réserve la possibilité de faire appel à l'article 5 du Traité de Washington sur la défense collective des pays membres de l'Otan", a déclaré le diplomate devant les journalistes.

Lors d'une récente visite en Chine, M.Erdogan n'a pas exclu la possibilité pour son pays de faire appel à l'Otan, dont il est membre, en cas de violation de ses frontières par la Syrie voisine. A cette occasion, il a invoqué l'article 5 de la Charte de l'Otan (cet article signifie que la frontière turque est une frontière de l'Otan, ndlr).

L'Otan a plusieurs fois annoncé qu'elle n'envisageait pas d'intervenir en Syrie.

26/04/2012

Ria Novosti

3 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos.

3-1 Eckart Spoo : De l'art de trier les informations (Ossietsky)

Sur Radio Berlin-Brandebourg (RBB) j'apprends que des opposants au régime syrien manifestent par milliers. Et tous les journaux disent la même chose.

Dans le petit quotidien coopératif Junge Welt - l'un des rares dans ce pays qui n'appartienne pas à une grande entreprise - je lis que des centaines de milliers de Syriens manifestent pour soutenir leur gouvernement contre l'ingérence étrangère.

Les deux me semblent vrais : deux vérités qui ne s'excluent pas, mais se complètent.

En regroupant tout ce que l'on peut trouver - y compris dans les recoins cachés d'Internet - on peut peut-être finir par connaître toute la vérité. Mais qui a le temps de rechercher partout ?

Quand le journal qui détient le monopole sur toute une région - typique de notre pays - et qui prend ses informations, nationales ou étrangères, chez l'une des grosses entreprises médiatiques répand les mêmes nouvelles que l'émetteur radio régional, quand donc les médias semblent se cautionner mutuellement - et elles sont presque toujours à l'unisson, y compris dans le vocabulaire - il nous est difficile de mettre ces nouvelles en doute.

Nous estimons être correctement informés ; précisément parce que nous ne lisons ni n'entendons rien d'autre, nous nous satisfaisons d'une demi-vérité, c'est à dire en fait d'une contre-vérité. Certaines informations ne sont même que pure invention. Comment percer à jour ces mises en scène chaque jour renouvelées, de la marche du monde, comment démasquer les intérêts à l'œuvre en coulisse ?

Toute mise en scène nécessite du bon et du mauvais.

Dans une pièce de propagande très en vogue de nos jours le Président Assad joue le méchant, ou, selon le Bild, le « dément . » C'est le titre dont le quotidien réalisant le plus fort tirage en Allemagne avait déjà gratifié Saddam, Kadhafi et Milosevic. Un autre qualificatif ne manque jamais son effet : « le boucher. »

En effet ces vilains massacrent leur propre peuple, qu'il est donc urgent de protéger de leurs coups. Main dans la main avec nos amis de Washington, Londres et Paris, et légitimés par notre conscience hautement développée, nous devons aider les peuples à se libérer de la violence qu'exercent contre eux leurs Présidents, en utilisant notre « bonne » violence hautement développée. Le principe de droit international de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'un pays ne vaut bien sûr pas pour nous, qui ne soutenons jamais que les bons. Instruits par la propagande dont les médias dominants nous font largement bénéficier, nous souffrons avec les victimes de la mauvaise violence ; celles de la bonne, nous en ignorons tout. Le tri soigneux effectué par les médias propagandistes nous évite ainsi les idées qui dérangent, voire nous égarent. Nous ne pouvons imaginer que les prétendus voyous, déments, bouchers, n'agissent peut-être pas avec tant de brutalité et d'irrationalité qu'on nous le dit, mais font intervenir leurs forces de sécurité pour protéger la souveraineté et de leur peuple et le défendre, ce qui est le devoir de tout Président.

Quant aux bons, que nous aimerions soutenir militairement le plus tôt possible, nous n'en savons pas grand-chose non plus, mais nous sommes convaincus que ce sont de démocrates ne désirant rien d'autre que notre propre démocratie.

Pour ne pas ébranler cette belle conviction, les médias dominants nous épargnent par exemple la nouvelle Constitution syrienne proposée par Assad et ratifiée fin février par référendum. La Maison Blanche avait par avance rejeté ce référendum « ridicule », qui bafouait la « révolution syrienne. » Qu'Assad veuille appeler le peuple aux urnes sur la base de la nouvelle Constitution, que donc il suive la voie du réformisme pacifique, ne cadre pas avec les intentions des révolutionnaires de la Maison Blanche et des rédacteurs en chef des médias de masse, donc ils en parlent le moins possible.

Nous nous serions peut-être même demandé pourquoi nous autres Allemands n'avions pas eu droit à un référendum sur la Constitution, ni en 1949, ni en 1990.

Que les révolutionnaires usaméricains embauchent des groupes de terroristes musulmans fanatiques en Syrie, comme ce fut le cas en Libye, Irak et Afghanistan et même déjà en Yougoslavie pourrait troubler l'entendement populaire, donc nos bons vieux journaux « régionaux » n'en parlent pas. Après avoir des années durant présenté « l'islamisme » comme une menace mondiale, ils peuvent difficilement dire à leurs lecteurs que les chrétiens syriens sont l'un des appuis d'Assad et que les attentats-suicides des « révolutionnaires » visent surtout les zones chrétiennes. On en parle aussi peu que naguère des églises détruites par les « Kosovars. »

Le rapport de la mission d'observation de la Ligue arabe aurait pu nous fournir quelques éclaircissements. Des experts civils et militaires originaires de 13 pays arabes, placés sous la conduite d'un général soudanais stationné dans toutes les provinces syriennes, ont joué les médiateurs entre groupes armés et gouvernement syrien et envoyé à leur centrale des comptes-rendus quotidiens. Leurs conclusions comportent une critique appuyée des médias. Mais en-dehors du jargon Welt, qui nous a parlé de cette mission et de ce qu'elle avait appris ?

Et quels médias ont-ils envoyé des correspondants en Syrie ? Qu'ils lèvent le doigt ! Je ne peux le dire avec certitude, mais je suis sûr qu'il n'y en a pas beaucoup, car cela entrerait en conflit avec les deux tâches principales des grands médias : propagande et économie ; les journalistes doivent rapporter le plus possible à leurs propriétaires, et donc dépenser un minimum de bon argent à mener des enquêtes.

Jürgen Todenhöfer, ex-politicien CDU et manager de la firme Burda, qui a déjà traîné ses guêtres en Afghanistan, Irak et Libye et en a rapporté de tout autres informations que celles auxquelles nous sommes habitués, constatait le 19 février dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung une « gigantesque campagne médiatique contre la Syrie d'Assad (...) La moitié des nouvelles que j'ai vérifiées durant les quatre semaines de mon séjour en Syrie était fausse. » Je crains que d'autres vérifications n'obtiennent un résultat bien pire encore.

En y regardant de plus près, en analysant plus finement, en faisant des comparaisons, on découvrira sous les fausses nouvelles et omissions un intérêt bien compris : celui des ex-puissances coloniales à ramener dans leur giron d'autres pays, tout spécialement les pays au sous-sol riche. Un intérêt inconciliable avec un traitement équitable par les médias dominants des bons et des « méchants » qui ne veulent pas céder leurs richesses. Par exemple Israël et l'Iran. Longtemps l'armement atomique d'Israël a été ignoré. Le scientifique nucléaire Mordechai Vanunu, qui a brisé le silence, a été condamné à 20 ans de prison et il est toujours assigné à résidence. Il va désormais de soi qu'Israël peut continuer à fabriquer des bombes

atomiques - il en détient déjà plus de 200 - et que l'Allemagne lui livre des sous-marins nucléaires de lancement.

Quelques monarchies arabes réactionnaires sont autorisées à contribuer au maintien des rapports d'exploitation et de domination au Proche-Orient. L'Arabie saoudite jouit d'une grande estime. Qu'on y coupe la main des (petits) voleurs et que les adultères encourent la peine de mort peut être signalé, mais avec tout le respect dû à nos partenaires en affaires. Ce régime terroriste a fait ses preuves l'an dernier lorsque des mouvements sociaux, au Bahreïn voisin, ont menacé la monarchie. Riyad a envoyé des troupes, bien entraînées et bien armées, qui ont écrasé le mouvement démocratique. L'Allemagne livre aujourd'hui des centaines de chars d'assaut au régime saoudien. Et nul n'empêche l'Arabie saoudite de construire des centrales nucléaires, 16 blocs sont prévus à ce jour. Quel journal, quelle station audiovisuelle rapprocherait ces faits du développement de l'industrie nucléaire iranienne ?

En mars 2012, pourtant, il advint une chose surprenante : la ZDF (Deuxième chaîne allemande) a donné la parole au Président Ahmadinedjad, interviewé par Claus Weber. D'autres médias s'en sont indignés, par exemple Cicero, propriété de la firme suisse Ringier. Nos excellents médias avaient muselé Milosevic, Saddam et Kadhafi des années avant leur mort. Les condamnés à mort ne doivent exposer ni leurs opinions ni leurs intentions, sous peine de rendre possible une sortie négociée du conflit. La rédaction de la ZDF s'était expressément réservé le droit de retravailler l'entretien. Kleber s'est également efforcé de provoquer son interlocuteur. Mais Cicero dut constater avec effroi qu'Ahmadinedjad paraissait- ou aurait pu paraître - crédible et convaincant. De toute évidence la ZDF aussi s'en alarma, car l'entretien ne fut diffusé qu'après minuit.

Une autre Président très largement élu fut gratifié ces jours derniers par la Frankfurter Rundschau du titre « de « barbare impitoyable ». « Un Président qui croit pouvoir venger la mort d'un homme par celle d'un autre homme se met au rang des assassins ». Cette imprécation visait le Biélorusse Loukachenko, traité de dictateur au début et à la fin de l'article ; le journal du groupe DuMont lui reprochait de ne pas avoir gracié deux auteurs d'un attentat qui avait fait 15 morts et de nombreux blessés dans le métro de Minsk. Cette feuille traiterait-elle de « barbare » un Président des USA, qui a fait par exemple abattre Oussama Ben Laden et sa famille de nuit à leur domicile, sans que Ben Laden ait jamais été inculqué et encore moins jugé, un Président responsable des victimes, en nombre croissant, de drones opérant de nuit dans des pays lointains ? Les morts ne pourront jamais témoigner en justice, à l'instar de ce terroriste français que 30 policiers d'élite n'ont, paraît-il, pas pu capturer vivant à son domicile. Et le soldat usaméricain Bradley Manning, qui a tenté d'alerter sur les crimes de guerre des USA en Irak risque la prison à vie.

Eckart Spoo

Source : <http://www.sopos.org/aufsaeetze/4f771b89e953a/1.phtml>

Merci à Tlaxcala pour la traduction : <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=7130>

URL de cet article 16585

<http://www.legrandsoir.info/de-l-art-de-trier-les-informations-ossietsky.html>

4 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 Ghaleb Kandil : La résistance de la Syrie et les nouvelles équations internationales.

La résistance de la Syrie face à la guerre mondiale qu'elle subit sous la direction des Etats-Unis a permis la naissance d'un terreau stratégique nouveau dans les relations internationales. Depuis le double veto sino-russe opposées aux résolutions agressives contre l'Etat syrien et son peuple résistant, l'hégémonie unilatérale américaine, imposée à toute l'humanité depuis l'effondrement de l'Union soviétique, a commencé à reculer.

Depuis 30 ans que les Nations unies se sont transformées en outil à la solde des Etats-Unis, c'est la première fois que la volonté de Washington est brisée. Un groupe d'Etats, hostiles à l'hégémonie américaine, a pris l'initiative et fait passer au Conseil de sécurité des projets qu'il a élaborés ou profondément amendés. Ce groupe d'Etat ne se contente pas de faire voter ses projets, mais il déploie tout un dispositif et une stratégie diplomatique pour veiller à l'application de ces résolutions.

Cela ne veut pas dire que Washington et ses alliés ont baissé les bras. Les puissances occidentales procèdent à un vaste sabotage de l'extérieur du Conseil de sécurité pour empêcher ou retarder au maximum la naissance de ces nouvelles équations, et faire en sorte que le précédent syro-russe soit une exception et non pas une nouvelle règle stable et durable dans les relations internationales.

Les plans de sabotage se traduisent par des interventions continues de la part des pays qui ont échoué à détruire la Syrie, en dépit des moyens gigantesques mis en œuvre sur les plans financiers, politiques, médiatiques, militaires et de renseignements, pour miner l'unité nationale syrienne et lui arracher les atouts qui font sa force.

Une nouvelle guerre froide a commencé par la fenêtre syrienne, car les puissances occidentales n'ont plus les moyens de lancer de grandes guerres trop coûteuses en vies humaines et en argent, à un moment où elles sont au bord de la faillite.

Dans ce climat de guerre froide, le plan de l'émissaire internationale, Kofi Annan, s'est transformé en arène. Les derniers développements montrent que l'Occident manœuvre pour vider cette initiative de son sens, en accusant l'Etat syrien de violer ses clauses. Washington, Paris et leurs amis sont très pressés d'annoncer l'échec du plan Annan, pour en faire assumer la responsabilité à Damas, dans l'espoir de revenir au Conseil de sécurité pour s'y adonner à leur jeu favori: sanctions, menaces, chapitre VII. Mais ils ne comprennent pas que cette époque est révolue, et que jamais plus ils ne parviendront à imposer leur volonté au reste du monde. Les nouvelles équations des relations internationales s'installent dans la durée. Et plus la Syrie résiste au complot, plus ces équations s'enracinent et deviennent solides.

Ghaleb Kandil

Lundi 30 avril 2012

Source : New Orient News

<http://www.neworientnews.com/...>

4-2 Pierre Piccinin - Le plan Annan : une porte de sortie pour Damas.

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur mais doit être vu comme information.

Exception faite de la France, qui a soutenu le Qatar dans son entreprise de déstabilisation du gouvernement syrien [le Qatar a armé les factions de l'opposition qui ont opté pour une rébellion militarisée et a largement utilisé sa chaîne de télévision satellitaire, al-Jazeera, pour attaquer le régime baathiste, au point d'intoxiquer l'opinion publique internationale en promouvant de fausses informations; tandis que des unités de l'armée française entraînent l'Armée syrienne libre (ASL) à la guérilla urbaine dans les camps de réfugiés qui lui servent de bases arrière en Turquie et au Liban], l'Occident, de manière générale, de même qu'Israël, s'est trouvé fort embarrassé face à la fragilisation d'un pays dont l'éclatement pourrait entraîner un séisme géopolitique de Tel-Aviv à Téhéran et de Beyrouth à Bagdad.

En effet, contrairement à la vision développée par les analystes des écoles marxisantes, qui fondent de manière systématique leur approche des événements du Moyen-Orient sur le postulat selon lequel « l'empire américain » et ses « vassaux européens », liés à « l'entité sioniste », tirent les ficelles de tous les dérèglements qui y surviennent, il apparaît de manière assez évidente que ni les États-Unis, ni l'Union européenne, ni non plus Israël n'ont souhaité le renversement du président Bashar al-Assad.

D'une part, les événements en Syrie ont mis en péril toute une politique de réaligement forcé du pays, menée par les États-Unis depuis 2005 : peu après l'assassinat de Rafiq Hariri, le premier ministre libanais, Washington avait utilisé le Tribunal spécial pour le Liban, avec la complicité de son nouvel allié, la France sarkozienne, pour accuser et mettre la pression sur la Syrie ; parallèlement, à travers l'Arabie saoudite, son grand allié dans la région, Washington a offert à Damas des opportunités d'accords économiques et diplomatiques. Bashar al-Assad avait bien compris cette politique de la carotte et du bâton et a saisi la main tendue ; l'enquête du Tribunal spécial fut alors réorientée vers le Hezbollah... Mais les relations entre la Syrie et les États-Unis s'étaient déjà améliorées dès après les attentats du 11 septembre 2001 : Damas et Washington s'étaient trouvés un point commun, la lutte contre le terrorisme islamiste. Et des prisonniers furent transférés de Guantanamo en Syrie, pour y être « interrogés » ; une collaboration très étroite s'est développée entre les services secrets états-uniens et syriens.

D'autre part, quelles mesures concrètes ont-elles été prises contre Damas ? Principalement, les Etats-Unis et l'Europe ont déclaré qu'ils n'achèteraient plus de pétrole à la Syrie. Or, les Etats-Unis n'ont jamais acheté de pétrole à la Syrie... En outre, le pétrole syrien continuera de se vendre sur les marchés, ailleurs, à travers l'Irak notamment, et l'Europe s'approvisionnera ailleurs également. Il s'agit donc d'un hypocrite petit jeu de chaises musicales qui n'aura aucune conséquence pour le régime baathiste.

Quant à Israël, il s'inquiète des bouleversements qui ont lieu en Syrie : le régime baathiste ne reconnaît pas l'État d'Israël, appelé « la Palestine occupée », mais ne mène aucune action hostile à Tel Aviv. En dépit des 500.000 réfugiés palestiniens qu'abrite la Syrie, aucune attaque n'a lieu contre Israël depuis les frontières syriennes, tant la région du Golan est parfaitement sécurisée par Damas.

De même, si la Syrie finance le Hezbollah et le Hamas, c'est dans le but de rester un acteur régional incontournable, nullement de détruire Israël.

Ainsi, le plan de paix porté par Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU, lequel plan vise à faire accepter en Syrie un cessez-le-feu par les forces gouvernementales et les différentes factions armées de la rébellion, constitue pour Damas l'opportunité, d'une part, de mettre l'opposition face à ses responsabilités, en lui proposant de s'asseoir à la table des négociations et de déterminer une feuille de route vers un processus de réformes, et, d'autre part, de renormaliser ses rapports avec l'ensemble de la Communauté internationale.

Le plan Annan survient effectivement à un moment où l'armée régulière syrienne a pour ainsi dire repris le contrôle des foyers historiques de l'opposition, Homs et Hama, et est par ailleurs en train d'anéantir les bastions que l'ASL occupait le long des frontières turques et libanaises, comme Idlib ou Zabadani. Si l'on a pu penser que ce plan avait pour but de donner le temps à l'opposition, en grande difficulté, de reprendre son souffle, il est cependant soutenu par la Russie, allié privilégié de la Syrie, qui, jusqu'à présent, s'était toujours opposée aux projets de résolutions du Conseil de Sécurité qui condamnaient la violence exercée par le gouvernement, sans évoquer celle de la rébellion. Il en va autrement cette fois, à l'égard d'un plan qui concerne les deux parties en présence et plus seulement le pouvoir en place. Le plan, en outre, n'appelle plus au départ du président al-Assad, comme cela avait été le cas des différents projets de résolution rejetés par Moscou.

Autrement dit, le scénario le plus probable, si le plan Annan devait se concrétiser, serait celui d'un apaisement de la crise syrienne et d'une réforme progressive des institutions, sur le long terme, voire sur le très long terme, et sous l'égide de l'actuel gouvernement, mais sans plus de risque d'explosion régionale et avec la possibilité, pour Washington, de reprendre, là où elle l'avait laissé, son travail de rapprochement avec Damas.

La seule incertitude réside dans l'attitude des Frères musulmans syriens, qui dominent l'opposition politique : accepteront-ils de se laisser ainsi forcer la main et de dès lors perdre la partie ? Et, bien sûr, dans les intentions du couple franco-qatari. Mais, déjà moins hargneux dans le verbe envers Damas, l'Elysée semble avoir entendu la voix de son maître...

Pierre Piccinin Politologue - Historien du Monde arabe

21 avril 2012

[À propos de Pierre PICCININ](#)

[Contact](#)

Articles - internet

[SYRIE - 50 minutes de vérité... Ce que l'on sait, et comment?](#)

["Dans certaines rédactions, les journalistes doivent apprendre à se taire"](#)

[Et à lire aussi :](#)

[- SYRIE – Du fantasme alaouite au surréalisme onusien \(article précédé d'interviews filmées en Syrie, en décembre et janvier 2011-2012 - A la rencontre de l'autre « peuple syrien »\).](#)

[- SYRIE - Désinformation massive.](#)

[- SYRIE – La « révolution » impossible \(témoignage et analyse\).](#)

[- SYRIE / LIBYE - Entretien avec Pierre Piccinin : «une intervention en Syrie pourrait déclencher un embrasement généralisé de la région».](#)

[- SYRIE - Propagande et média-mensonges, autant en emporte le vent...](#)

[- SYRIE – Mensonges et manipulations.](#)

© Cet article peut être librement reproduit, sous condition d'en mentionner la source (www.pierrepiccinin.eu).

Transmis par :Olivier MONTULET

« Vous ne direz pas que je me fais une trop haute idée du temps présent, et si malgré tout je ne désespère pas de lui, c'est que sa situation désespérée est précisément ce qui m'emplit d'espoir »

écrivait Marx à Ruge en mai 1843

Ce message vous est adressé à titre et usage privés exclusivement. Seuls les textes signés de ma plume sont publics et libres de droits pour autant que l'usage n'en déforme pas les propos (« Le droit de chercher la vérité implique aussi un devoir.

On ne doit cacher aucune partie de ce qui a été reconnu comme étant vrai » Albert Einstein) et que mon nom soit cité.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19

Article publié dans [La Nouvelle République](#) Quotidien d'information indépendant - n° 4307 - Samedi 21 Avril 2012

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19